Notre ambition politique

Soyons lucides, humbles, réalistes pour être plus et mieux révolutionnaires de notre temps !

A la veille de notre congrès, des élections présidentielles et législatives, il nous faut absolument et produire du commun, et chercher à enclencher un mouvement.

Une première réflexion : dans la situation actuelle, avons-nous besoin d'encore plus de division pour préparer notre congrès ?

Que de temps perdu, que d'énergie dépensée ! Et surtout, la question : pourquoi faire et pour quelle efficacité ?

A mon sens, cela révèle en grande partie des difficultés liées à ce que j'appelle volontiers « la panne politique ». Car ce qui devrait guider notre engagement, notre militantisme, notre activité, c'est bien notre combat contre le capitalisme, contre l'exploitation, pour un changement de société.

Et cela nous ne pouvons et pourrons le faire qu'en ayant un regard et une analyse lucide de ce qu'est notre société aujourd'hui, la France, l'Europe, le monde.

Nous avons tous tendance à toujours en appeler au passé. Et s'il est bien sûr normal que nous rappelions notre histoire, la société toute entière regarde et cherche ailleurs.

De plus, il nous faut prendre aussi ce que sont individuellement et collectivement les hommes et les femmes qui forment la société d'aujourd'hui. Leur comportement, leur mode de vie et de consommation, leur individualisme, le rapport qu'ils ont à l'autre…

Pour être entendu, il faut parler aux gens à partir de ce qu'ils vivent, de leur ressenti, de leur vécu.

Parfois, souvent, nous sommes loin de leur réalité, de leur quotidien.

Quelques exemples :

- Quand nous parlons d'Europe, de réorientation de la construction européenne, comment cela est-il vécu ? Quand l'Europe est considérée par une très grande majorité de citoyens comme en très grande partie responsable de leurs souffrances, de leur situation.
- Et ce sont les mêmes problématiques quand nous parlons d'immigration, du vivre-ensemble, des solidarités, de l'augmentation des minima sociaux… comment cela est-il ressenti par les citoyens en fonction de leur situation sociale ?

Le Non majoritaire de 2005, nous avons parlé du Non de gauche, et c'est souvent dans les endroits où le Non a été très fort, que les résultats aujourd'hui pour l'extrême-droite sont hauts.

Je pense que nous devrions plus prendre en compter tous ces éléments pour comprendre réellement où en est la société.

Un autre exemple : je pense aussi que nous avons fait une très mauvaise lecture et analyse de notre score à la présidentielle. Incontestablement, quand on regarde le score de notre candidat commun aux législatives qui ont suivies, et les autres élections, nous étions loin et nous sommes loin de l'adhésion massive à notre projet L'Humain d'abord !

Et il y a aussi le débat qui « crispe », notre perte d'influence, nos difficultés électorales qui seraient les conséquences de notre proximité avec le PS.

Tout d'abord, si cela était si simple, dans d'autres pays européens, les scores de l'extrême-droite aux différentes élections ne seraient pas ce qu'ils sont et en plus

nous devrions être dans des sommets, ce qui est loin d'être le cas, et souvent nous n'existons même pas. Voilà les réalités…
A partir de là, il y a besoin de parler, de nous adresser à la société, aux citoyens autrement.
Quand nous parlons d'Europe, ne faudrait-il pas dire que de cette Europe là nous n'en voulons pas ?
Ne faudrait-il pas parler plus fort et différemment de la Nation française, de la République, du produire Français, de l'industrie, de la valeur du travail et de sa rémunération, de la réduction du temps de travail… ?
Il y a là, je pense, terreau à reconquête des consciences, reconquête électorale, reconquête de boussole politique.
Cela va nous demander incontestablement des modifications de nos pratiques, des prises en compte, d'une envie et de besoins de militantisme renouvelé et une approche nouvelle avec le syndical et l'associatif.
Il est certainement une autre nécessité, celle de prendre en compte notre société telle qu'elle est et le fonctionnement qui en découle pour les individus et le collectif.
Avons-nous les moyens de relever ce défi avec notre organisation telle qu'elle est aujourd'hui ?
Là réside du moins c'est mon avis, une partie de la ou des réponses. En ce sens, la question de notre organisation, son fonctionnement, sa force doit se poser et doit être abordée comme nous voulons le faire pour notre congrès (formation, lecture, diffusion de notre presse, fonctionnement… ne peuvent ignorer et passer au second plan dans nos échanges et décisions).
Enfin prendre en compte les réalités passent aussi –que nous soyons d'accord ou pas, mais le mode électoral nous l'impose- par un effort important pour préparer les rendez-vous électoraux de 2017.
Pour ma part, « je ne rêve » que d'une candidature communiste ! Sauf que dans la situation actuelle, l'atterrissage me semble beaucoup plus compliqué. Une candidature de témoignage me semble illusoire aussi.
Une nécessité apparaît, le besoin d'un projet ou d'un programme commun auquel une majorité de citoyens pourrait adhérer et en devenir acteur. Appelons-le comme nous le déciderons, mais un projet bien ancré à gauche. Le mot « gauche » est trop souvent absent des discours et déclarations, y compris chez ceux qui s'autoproclament candidats…
Alors oui à une primaire autour d'un projet ou programme commun, incarné par un ou une candidat(e) à la présidentielle et 577 candidatures aux législatives.
Pourquoi pas incarné à la présidentielle par un candidat(e) venu(e) de chez nous. Et si bien sûr nous avons des hommes et des femmes dans nos responsables et élus pour en être, peut-être devrions-nous aussi réfléchir à proposer que cette candidature soit incarnée par un ou une jeune.
Il n'y a que dans les échanges et débats que nous pourrons aller vers l'ambition politique qui nous réunie.
Ayons cette ambition commune !